

Arrêté n° 655 CM du 22 avril 2021 définissant le modèle de contrat d'achat pour les installations de production d'électricité solaire photovoltaïque avec stockage

(NOR : ENR2120730AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°34 N du 27/04/2021 à la page 7737 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 01/03/2024

Le Président de la Polynésie française,
Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu le code de l'énergie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n°62 / CM du 22 janvier 2021 portant définition des règles de placement des énergies en Polynésie française ;
Le Conseil des Ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 avril 2021

ARRETE :

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 217 CM du 23 février 2024*

Le présent arrêté s'applique aux installations de production d'électricité solaire photovoltaïque avec stockage entrant dans le champ d'application de l'annexe 3 de l'arrêté n° 62 CM du 22 janvier 2021 portant définition des règles de placement des énergies en Polynésie française.

Article 2

Il est établi, conformément au modèle annexé au présent arrêté, un contrat d'achat (CA) en deux parties comportant :

- des conditions générales ;
- des conditions particulières ainsi qu'un modèle de facture producteur.

Article 3

Le Ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 avril 2021.

Par le Président de la Polynésie française :
Edouard FRITCH.

Le ministre des finances,
de l'économie,
Yvonnick RAFFIN.

Annexe - Contrat d'achat (CA) de l'énergie électrique produite par les installations solaires photovoltaïques avec stockage *Rédaction issue de Arrêté n° 217 CM du 23 février 2024*

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 655 CM du 22 avril 2021](#), JOPF n° 34 N du 27/04/2021 à la page 7737
- [Arrêté n° 217 CM du 23 février 2024](#), JOPF n° 19 N du 01/03/2024 à la page 2594

Contrat d'achat (CA) de l'énergie électrique produite par les installations solaires photovoltaïques avec stockage

CONDITIONS GENERALES

ENTRE

LE PRODUCTEUR :

.....

..... dénommé ci après « LE PRODUCTEUR »,

D'UNE PART,

ET

L'ACHETEUR :

.....

..... dénommé ci après « L'ACHETEUR », D'AUTRE PART,

Le présent contrat comporte :

1. des conditions générales ;
2. des conditions particulières ainsi qu'un modèle de facture producteur.

Le producteur exploite une installation utilisant l'énergie solaire photovoltaïque avec stockage raccordée au réseau public d'électricité et dont la production d'électricité est vendue à l'acheteur dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur à la date d'effet du présent contrat.

Lorsque l'acheteur est un distributeur dont les activités de gestionnaire de réseau n'ont pas été juridiquement séparées de ses autres activités, l'acheteur et le gestionnaire de réseau ne forment qu'une seule et même personne juridique et les termes « acheteur » et « gestionnaire de réseau » utilisés dans le présent contrat doivent donc être entendus comme étant des fonctions différentes exercées par cette même personne juridique

Le présent contrat est établi sur la base des tarifs d'achat fixés par arrêté en conseil des ministres et précise les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie solaire photovoltaïque avec stockage.

Dans le cadre des évolutions des modalités réglementaires et contractuelles d'accès au réseau public d'électricité, les clauses du présent contrat relatives à l'accès au réseau, notamment en ce qui concerne le raccordement et le comptage pourront être remplacées, si nécessaire, par des clauses conformes aux nouvelles modalités.

Article I - Objet du contrat

Le présent contrat précise les conditions techniques et tarifaires de fourniture à l'acheteur, au point de livraison, de l'énergie produite par l'installation du producteur et mise intégralement à la disposition de l'acheteur, déduction faite, le cas échéant, de la consommation des auxiliaires et de la recharge éventuelle de la ou des batterie(s) de cette installation.

Les caractéristiques principales de l'installation sont indiquées à l'article 2 des conditions particulières du présent contrat.

La validité du contrat est subordonnée à la disposition, par le producteur, d'une autorisation d'exploiter en cours de validité.

Article II - Raccordement et point de livraison

L'installation est reliée au réseau public de distribution ou de transport d'électricité par un raccordement unique, aboutissant à un seul point de livraison.

Ce raccordement fait l'objet de conventions de raccordement et d'exploitation entre le producteur et le gestionnaire du réseau public concerné.

Article III - Installation du producteur

Le producteur exploite son installation à ses frais et sous son entière responsabilité.

Article IV - Engagements réciproques

Le producteur s'engage à livrer à l'acheteur toute la production de l'installation de production.

L'acheteur est alors détenteur de l'énergie achetée. Les droits attachés à la nature particulière de cette électricité sont attribués conformément aux dispositions en vigueur.

L'acheteur s'engage à rémunérer toute l'énergie livrée au réseau public, dans la limite de la puissance maximale d'achat indiquée à l'article VII.

Le producteur s'engage à ne pas livrer d'énergie électrique provenant d'une installation autre que l'installation décrite au présent contrat.

L'acheteur se réserve le droit de faire contrôler, à ses frais, par des organismes indépendants agréés, la provenance de l'énergie électrique achetée dans le cadre du contrat. Le non-respect des conditions d'obtention du contrat entraîne la résiliation du présent contrat.

Article V - Mesure et contrôle de l'énergie et de la puissance

La puissance et l'énergie électriques fournies à l'acheteur au point de livraison, au titre du présent contrat, sont mesurées par un dispositif de comptage décrit dans le contrat ou la convention d'accès, de raccordement et d'exploitation au réseau public souscrit avec le gestionnaire de réseau, et dont les caractéristiques sont conformes à la réglementation en vigueur et à l'application du présent contrat.

Ce dispositif de comptage est installé par le gestionnaire de réseau public, en un lieu choisi d'un commun accord entre le producteur, le gestionnaire de réseau et l'acheteur, afin de permettre la stricte application du présent contrat.

Les quantités d'énergie électrique facturées par le producteur sont contrôlées par l'acheteur sur la base de données de comptage validées et fournies par le gestionnaire de réseau.

En cas d'incohérence entre les données fournies par le producteur et celles fournies par le gestionnaire de réseau, l'acheteur demandera au producteur de se rapprocher du gestionnaire de réseau afin de lever cette incohérence.

Article VI - Livraison d'énergie

Au sens du présent contrat, les auxiliaires de l'installation sont les organes techniques sans lesquels cette installation ne pourrait pas fonctionner.

L'installation de production se trouve dans la situation suivante :

La consommation électrique du site sur lequel est implantée l'installation de production se limite à celle des auxiliaires (producteur dit « exclusif ») pendant les heures de jour.

Le producteur s'engage à fournir à l'acheteur la totalité de l'énergie produite par l'installation, déduction faite de la consommation d'énergie électrique de ses auxiliaires pendant les seules périodes de production.

En cas de soutirage, le producteur devra se conformer aux dispositions prévues par l'arrêté n° 62 CM du 22 janvier 2021. En cas de dépassement constaté par le gestionnaire de réseau et en accord avec le responsable d'équilibre, ce dernier pourra procéder à la déconnexion pour la nuit de l'installation. L'énergie soutirée sera déduite de la quantité d'énergie injectée.

Article VII - Rémunération de l'énergie électrique achetée

La rémunération du producteur est déterminée conformément aux dispositions applicables à la date de signature du présent contrat.

Pour le présent contrat, l'énergie électrique active est facturée en fonction des kWh livrés sur le réseau public, déduction faite de l'énergie consommée, sur la base des prix, exprimés en F CFP/kWh, fixée par arrêté pris en conseil des ministres.

1 ° Plafonnement annuel de l'énergie achetée :

La quantité annuelle d'énergie susceptible d'être achetée au prix fixé dans l'arrêté pris en conseil des ministres, calculée à partir de la date anniversaire de la prise d'effet du contrat d'achat, est plafonnée au produit de la puissance crête installée multiplié par une durée de 1800 heures.

L'énergie produite par l'installation dans la limite du plafonnement défini ci-dessus est rémunérée au tarif fixe indiqué dans l'arrêté pris en conseil des ministres.

L'énergie produite au-delà du plafond défini ci-dessus, est rémunérée à un tarif fixe de 5 F CFP/kWh, hors TVA.

Quantité annuelle d'énergie injectée sur le réseau (kWh)	Tarif d'achat de l'énergie (F CFP/kWh)
≤ 1800 heures*Pinstallée	Tarif indiqué dans l'arrêté pris en conseil des ministres
> 1800 heures*Pinstallée	5

2° Tarifs :

Tarifs applicables fixés par arrêté :

L'énergie active livrée par le producteur correspondant à l'énergie produite dans la limite du plafond défini au 1° ci-dessus est facturée à l'acheteur sur la base du tarif fixés par arrêté pris en conseil des ministres.

Article VIII - Compensation financière en cas d'écrêtage ou de découplage (dû à une capacité d'écoulement insuffisante) ou en cas d'indisponibilité du réseau électrique

Une compensation financière de l'acheteur de l'électricité en faveur du producteur, en cas d'écrêtage ou de découplage ou en cas d'indisponibilité du réseau électrique, est prévue dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Article IX - Impôts et taxes

Les tarifs stipulés au présent contrat sont hors taxes. Ils seront majorés de la TVA en vigueur au moment de la facturation, à l'exception des producteurs bénéficiant de la franchise.

Le taux de TVA applicable à la signature du contrat est celui publié par la Polynésie française.

Toute modification, changement de taux ou de montant, suppression ou création de taxe, impôt, redevance ou contribution à la charge de l'acheteur sera immédiatement répercutée, dans la facturation soit en hausse, soit en baisse, conformément aux dispositions prévues par la réglementation en vigueur.

Article X - Paiements

Le producteur établit, en accord avec l'acheteur, le décompte de l'énergie livrée et mesurée mensuellement.

Sur la base de ce décompte, le producteur établit une facture (modèle en Annexe) et l'expédie à l'acheteur.

Cette facture est payable au plus tard 30 jours à compter de sa date de réception sans escompte en cas de paiement anticipé.

A défaut de paiement intégral dans le délai contractuel, les sommes dues seront majorées de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, de pénalités calculées sur la base du taux d'intérêt légal (ce taux étant celui du dernier jour du mois précédant l'émission de la facture).

Dès lors qu'une erreur ou omission est décelée sur la facture du producteur, celle-ci lui est immédiatement retournée. L'acheteur s'engage toutefois à régler au producteur le montant non contesté de cette facture erronée ou incomplète, sur présentation d'une nouvelle facture d'un montant égal à ce montant non contesté.

Article XI - Exécution du contrat

Le producteur doit tenir l'acheteur informé de la production, du fonctionnement de son installation et de ses modifications éventuelles. En cas d'arrêt définitif de l'activité de l'installation de production, le producteur doit en avertir l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois avant la cessation d'activité.

Article XII - Prise d'effet du contrat - Durée du contrat

Définition : La date de mise en service de l'installation correspond à la date de son raccordement effectif au réseau public.

Le présent contrat prend effet à compter de la date de mise en service de l'installation de production. Il est conclu pour une durée de 25 ans à compter de sa date d'effet.

En cas de changement de gestionnaire du réseau public de distribution ou de transport, le nouveau gestionnaire, en sa qualité d'acheteur, est substitué de plein droit au précédent gestionnaire en ce qui concerne l'obligation d'achat et ses conditions de mise en œuvre prévues au présent contrat.

La substitution prévue à l'alinéa précédent n'emporte pas le transfert au nouveau gestionnaire des dettes et créances éventuellement nées de l'exécution antérieure du contrat.

La mise en service opérationnelle de l'installation doit avoir lieu dans un délai maximal de 1 an à compter de la date de signature du présent contrat. En cas de dépassement de ce délai, la durée du contrat est réduite d'autant.

La date d'effet du présent contrat, est indiquée aux conditions particulières.

En cas de cession de l'installation, le nouveau titulaire du contrat qui en fait la demande à l'acheteur bénéficie de plein droit des clauses et conditions du présent contrat pour la durée du contrat restant à courir. Un avenant au présent contrat est conclu en ce sens.

Article XIII - Suspension, modification ou résiliation du contrat

Toute modification portant sur les caractéristiques de l'installation doit faire l'objet avant réalisation d'une demande adressée au Service des énergies, et entraîne, selon le cas :

- soit la délivrance au producteur d'un accord modificatif, ce qui entraîne la modification par les parties du présent contrat et la conclusion d'un avenant pour la durée du contrat restant à courir,
- soit la résiliation du présent contrat.

Le présent contrat est résilié de plein droit dans les cas où :

- o une augmentation de la puissance installée de l'installation entraîne un dépassement de la limite de puissance du présent contrat,
- o les modifications de l'installation ont pour effet qu'elle ne respecte plus les conditions du présent contrat,
- o l'installation ne respecte plus les conditions du DTR ou du contrat de raccordement.

Le contrat est résilié de plein droit en cas d'arrêt définitif de l'activité de l'installation de production.

Le contrat peut être résilié avant sa date d'échéance sur simple demande du producteur, formulée dans une lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à l'acheteur avec un préavis minimal de 3 mois.

Article XIV - Règlement des différends

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différend relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution auquel donnerait lieu le présent contrat.

Tout différend doit être dûment notifié par la partie requérante à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et en se référant expressément au présent article. Les parties disposent alors d'un délai de 60 jours calendaires pour tenter de régler le différend à l'amiable à compter de la réception de ladite notification.

A défaut d'un règlement amiable à l'expiration du délai susvisé, la partie la plus diligente pourra saisir la juridiction compétente pour statuer sur ce différend.

Article XV - Timbre et enregistrement

Le présent contrat est dispensé des frais de timbre et d'enregistrement.

Les droits d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui aura motivé leur perception.

Contrat d'achat (CA) de l'énergie électrique produite par les installations solaires photovoltaïques avec stockage

CONDITIONS PARTICULIERES

ENTRE

LE PRODUCTEUR :

.....
.....
.....dénommé ci après « LE PRODUCTEUR »,
D'UNE PART,

ET

L'ACHETEUR :

.....
.....
..... dénommé ci après « L'ACHETEUR », D'AUTRE PART,

L'acheteur

Le producteur

CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat n° P ...

0 - L'ACHETEUR

.....
..... dénommé ci-après « l'acheteur »

1 - LE PRODUCTEUR

Société :

M., Mme:

domicilié(e) à : dénommé(e) ci-après « le producteur ».

N° Tahiti (pour une société) :

2 - L'INSTALLATION

• Identification de l'installation

Adresse géographique :

Adresse Postale :

Commune :

N° Tahiti de l'installation (pour une société) :

• Situation administrative de l'installation

Le producteur est titulaire de l'autorisation d'exploiter délivrée le :

..... (Date à indiquer).

• Caractéristiques principales

La puissance crête installée est égale à : kWc.

La capacité de stockage est égale à : kWh.

La puissance délivrée par le stockage est égale à : kW.

3 - RACCORDEMENT ET POINT DE LIVRAISON

3.1 Raccordement

Le producteur déclare avoir souscrit un contrat / une convention d'accès au réseau avec le gestionnaire du réseau public concerné.

3.2 Définition du point de livraison

Le point de livraison et la limite de propriété sont précisés dans le contrat / la convention d'accès au réseau public.

3.3 Tension nominale de livraison Volt

4 - DATE D'EFFET, DUREE DU CONTRAT

La date de mise en service de l'installation correspond à la date de son raccordement effectif au réseau public, soit le

Le présent contrat est conclu pour une durée de 25 ans à compter de sa date d'effet.

Sa date d'échéance est le

5 – PERIMETRE CONTRACTUEL

La signature des présentes Conditions Particulières du Contrat d'Achat entraîne automatiquement l'adhésion sans réserves des Parties aux Conditions Générales dudit contrat telles qu'arrêtées en Conseil des Ministres, ainsi que le modèle de facture annexé, le tout joint aux présentes.

L'acheteur

Le producteur

ANNEXE : Modèle de facture producteur

FACTURE PRODUCTEUR SOLAIRE AVEC STOCKAGE					
Date facture			Période de facturation du		
Numéro de facture			au		
Contrat photovoltaïque					
Destination de l'électricité					

COORDONNEES PRODUCTEUR			COORDONNEES ACHETEUR		
NOM et PRENOM ou SOCIETE			Nom		
N° RC ou SIRET			N° RC		
N° TAHITI			N° TAHITI		
Adresse			Adresse postale		
Téléphone			Téléphone		
Mail			Mail		
N° RIB			Modalité de paiement : Virement bancaire		

SITE DE PRODUCTION						
Nom du site / projet						
Adresse géographique						
Puissance installation (en kWc)						
Compteur de production N°				Réf. technique		
Nouveau relevé du		Nouvel index (P1) production		Nouvel index (S1) conso		
Ancien relevé du		Ancien index (P2) production		Ancien index (S2) conso		
Nombre kWh soustraite du réseau (S1-S2) (en kWh)						
Production solaire injectée dans le réseau électrique (P1-P2) (en kWh)						
Plafond annuel de l'énergie livrée, donné à l'article 7 du contrat d'achat (en kWh)						

Production livrée nette en kWh jusqu'au plafond		Au tarif de (FCFP/kWh)		Soit un montant de (FCFP)	
Production livrée en kWh au-delà du plafond	0	Au tarif de (FCFP/kWh)	5	Soit un montant de (FCFP)	0
MONTANT TOTAL HT					Information manquante
TVA applicable sur la période de facturation					5%
MONTANT TOTAL TTC					Information manquante

<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 100%;"></div>	SIGNATURE : <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 100%;"></div>
Merci de bien penser à signer votre facture avant de la transmettre à l'acheteur	

L'acheteur

Le producteur

Fait en deux exemplaires, paraphés à
chaque page et signés seulement à la
dernière page.

Fait à

Le

	Pour le Producteur	Pour l'acheteur
Signature	Monsieur / Madame..... (Signature et cachet du Producteur)	Monsieur / Madame..... (Signature et cachet de l'Acheteur)
Date de signature		

L'acheteur

Le producteur